ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967 --- DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE
5me CIRCONSCRIPTION — CHOLET

Candidat du Parti Communiste Français



pour l'Union des Forces de Gauche et Démocratiques

Henri COUSSEAU

Combattant volontaire de la Résistance
Déporté Résistant - Mutilé de guerre
Conseiller municipal de Cholet pendant 12 ans

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Michel MOREAU

Directeur de C. E. G. à Cholet

HENRI COUSSEAU
fut un résistant de la 1re heure

En raison de son activité au service des travailleurs et de son action contre la 5e colonne, à l'usine de Château-Bougon, près de Nantes, où il était délégué du personnel, il fut radié des affectations spéciales et mobilisé le 4 novembre 1939.

Dès septembre 1940, il entra dans la Résistance, à Nantes, dans les rangs du Parti Communiste Français. Organisateur du Front National à Cholet, il fut arrêté le 19 janvier 1943 et déporté à Büchenwald où il participa à la libération du camp, le 11 avril 1945, dans la Brigade d'Action libératrice.

SON ACTIVITE SYNDICALE

En 1936, militant actif de l'Union locale C.G.T. de Cholet, il discuta et signa les conventions collectives des industries du textile et de la confection qui donnaient aux travailleurs et aux travailleuses : **les congés payés, les 40 h payées 48, les revalorisations des salaires, les délégués du personnel, etc...**

Après la Libération et au cours des années qui suivirent, il discuta et signa de nombreuses conventions et accords de salaires à Cholet, à Angers, à Saumur.

Pendant 20 ans, de 1946 à 1966, il représenta les travailleurs de la C.S.F.-Cholet au Comité d'établissement (il en était le secrétaire pendant ces dernières années), au Comité central d'entreprise, comme délégué du personnel.

De 1947 à 1959, il défendit les classes laborieuses de Cholet au Conseil municipal et au sein des commissions des H.L.M. et des Finances.

Il ne fut pas réélu depuis l'application de la loi qui supprima la représentation proportionnelle dans les Conseils municipaux.

Toujours soucieux de l'Union des forces démocratiques, il milita toujours activement dans ce sens au Comité anti-fasciste en 1934 et 1935, au Comité du Front Populaire en 1936.

Depuis de nombreuses années, tant dans son activité en faveur de la Paix que pour la sécurité de l'emploi, il fut un ardent artisan de l'Union des Forces de Gauche.

Comme ancien déporté, il vient d'obtenir sa retraite à 60 ans.

Voilà le Candidat que le Parti Communiste Français présente à vos suffrages

Ce que veulent les Communistes :

— Réaliser des économies par l'abandon de la force de frappe qui coûte des milliers de milliards de francs anciens;
— Faire payer les hommes des sociétés capitalistes et les gros propriétaires terriens;
— Des économies sur le somptueux train de vie de l'Elysée;
— Une répartition équitable du revenu national;
— La Laïcité de l'école et de l'Etat;
— La démocratisation de l'enseignement et l'accès à l'enseignement;
— Des crédits plus importants à la recherche scientifique, à l'éducation nationale, à la santé publique;
— Construire de plus en plus de logements à loyers modérés, des écoles, des lycées et collèges pour l'enseignement général et l'enseignement technique, des universités, des hôpitaux et des maternités, des centres sociaux pour les personnes âgées, des centres d'éducation pour les enfants inadaptés, des foyers pour les jeunes et le service militaire à 12 mois, des stades, des piscines, etc...

Une politique de progrès social :

...qui soit conforme aux progrès de la science et des techniques. Aucun salaire ne doit être inférieur à 600 F par mois. Les salaires doivent être augmentés ainsi que les retraites et aussi les pensions des Anciens Combattants, des Mutilés et de toutes les victimes de la guerre. Une fiscalité démocratique qui fasse payer à chacun selon ses revenus. Elévation du plafond non imposable de 2 500 F qu'il est actuellement, à 5 000 F.

Du travail pour les jeunes :

— Par la réduction du temps de travail sans diminution de salaire (40 h payées 48) ;
— Par l'avancement de l'âge de la retraite : 55 ans pour les femmes, 60 ans pour les hommes;
— Avec l'augmentation des retraites, garantie d'un revenu minimum de 250 F par mois;
— Amélioration des régimes de Sécurité Sociale et des prestations familiales.

Le 5e plan condamne la jeunesse de notre région au chômage !

Le Centre Technique de Cholet présentera en 1967 : 450 candidats aux examens. Pour l'année 1966, il n'y eut seulement que 23 offres d'emplois.

De 1967 à 1970, il manquera 108 000 emplois dans les départements de Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Mayenne, Sarthe.

Pour faciliter l'expansion industrielle dans notre région :

Il faut nationaliser les banques d'affaires, les assurances, les transports aériens, les industries-clés, en particulier : l'électronique et les entreprises fabriquant des gros matériels d'équipement avec participation des syndicats dans les Conseils d'administration des entreprises nationalisées. Il convient d'étendre les pouvoirs des Comités d'entreprise.

La C.S.F.-Cholet, la C.I.F.T.E. à Saint-Pierre-Montlimart, Ernault-Somua à Cholet seraient nationalisées. A partir de ces bases, il serait possible de développer ces industries dans notre région et de procurer ainsi du travail à la jeunesse.

Les Femmes sont de plus en plus nombreuses dans les entreprises :

Il faut des crèches, des jardins d'enfants, des congés spéciaux en cas de maladie des enfants. Le respect du principe : « A travail égal, salaire égal ».

Pour le développement de l'agriculture :

La diminution des produits industriels nécessaires à l'agriculture - L'aide de l'Etat aux exploitations familiales - Le rétablissement et l'amélioration du statut du fermage et du métayage - L'abrogation des dispositions favorisant l'accaparement des terres des petits paysans par les gros hobereaux - Le soutien effectif de l'Etat pour le développement de la coopération.

Le bénéfice des droits et avantages obtenus par les travailleurs des autres professions pour les salariés agricoles.

Une politique extérieure de paix et de coexistence pacifique :

La condamnation de la guerre que les Etats-Unis mènent au Vietnam.

— ŒUVRER POUR RETABLIR LA PAIX ! —

ELECTEURS, ELECTRICES,

Les Communistes ont travaillé inlassablement pour que l'Union des Partis de Gauche se réalise sur programme commun.

Nous ne voulons pas revenir à la période 1947-1958 pendant laquelle, après l'éviction des ministres communistes, la Gauche gouvernait avec la Droite et pratiquait une politique réactionnaire.

C'est pourquoi, nous regrettons l'absence d'un programme commun, mais nous nous félicitons de l'accord réalisé.

En faisant confiance au candidat présenté par notre Parti, vous aiderez le renforcement de l'Union des Partis de Gauche à se poursuivre au lendemain des élections.

Henri COUSSEAU

VU : LES CANDIDATS.

I. C. A. - ANGERS